

NOTE DE SYNTHÈSE 1

RAPPORT DE SYNTHÈSE 2016-2021
SECTEUR DES ADMINISTRATIONS LOCALES ET RÉGIONALES
(ALR)/MUNICIPALITÉS DE L'ISP

Table des matières

1. Contexte	3
2. Renforcer le secteur ALR et nouer des alliances stratégiques	4
3. Remunicipaliser et élaborer la dimension syndicale de la remunicipalisation	5
4. Faciliter le dialogue avec les employeurs des ALR	6
5. Influencer la politique mondiale	7
6. Promouvoir la recherche, les publications et la communication sur les ALR au niveau international	9
7. Faits marquants du secteur des ALR	10

Liste d'acronymes

AMALGUN - Réseau africain des syndicats des municipalités et des administrations locales
APRECON - Conférence régionale Asie-Pacifique de l'ISP
IBB - Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois
CCRE - Conseil des Communes et Régions d'Europe
CGU - Conseil des Global Unions
CTM - Confédération des travailleurs municipaux d'Argentine
CE - Conseil exécutif
EGM - Réunion du groupe d'experts d'ONU-Habitat
FSESP - Fédération syndicale européenne des services publics
ERC - Conseil européen de la recherche
UE - Union européenne
FES - Fondation Friedrich Ebert
FNME-CGT - Fédération nationale des mines et de l'énergie
FNV - Fédération des syndicats néerlandais
AGP - Assemblée générale des partenaires d'Habitat III
GLOBALMUN - Projet de recherche sur la remunicipalisation à l'échelle mondiale et le tournant post-néolibéral
SG - Secrétaire général
HLPF - Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable
ICLEI - Gouvernements locaux pour le développement durable
CIST - Conférence internationale des statisticiens du travail
ICRICT - Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises
CIT - Conférence internationale du Travail
OIT - Organisation internationale du Travail
ITF - Fédération internationale des ouvriers du transport
JALGO - Association jamaïcaine des fonctionnaires locaux (*Jamaica Association of Local Government Officers*)
KCGWU - Syndicat des fonctionnaires des comtés kényans (*Kenya County Government Workers Union*)
ALRNext2021 - Série 2021 du réseau de travailleurs ALR
ALR - Administrations locales et régionales
MoU - Mémoire d'entente
NULGE - Syndicat nigérian des fonctionnaires locaux (*Nigeria Union of Local Government Employees*)
SST - Sécurité et santé au travail
PdA - Programme d'action
PrepCom3 - 3^e Comité préparatoire de la conférence Habitat III
ISP - Internationale des Services Publics
PSIRU - Unité de recherche de l'ISP
ReMCoT - Rencontres Méditerranéennes des Conditions de Travail
ODD - Objectifs de développement durable
SSG - Groupe de pilotage sectoriel
TNI - Transnational Institute
TUED - Syndicats pour la démocratie énergétique
CGLU - Cités et Gouvernements Locaux Unis
UGTT - Confédération générale tunisienne du travail
ONU-Habitat - Programme des Nations unies pour les établissements humains
WIEGO - Les femmes dans l'emploi informel : Mondialisation et organisation
WUF - Forum urbain mondial

1. Contexte

En 2016, l'ISP a organisé une [Conférence mondiale des employé-es des collectivités locales et régionales \(ALR\) et des municipalités à Bruxelles \(Belgique\)](#), réunissant 60 représentant-es syndicaux-ales du secteur des ALR provenant de 30 pays. A l'occasion de cette Conférence, le Réseau international de l'ISP des travailleur-es des administrations locales et régionales (ALR)/municipalités a été lancé, conformément à la [Résolution n°34 du Congrès mondial de l'ISP de Durban](#). La Conférence a adopté sa [Charte](#) et identifié 11 priorités qui ont depuis orienté le travail de l'ISP dans le secteur des ALR. Ces priorités sont énumérées ci-dessous :

- Lutte contre la privatisation, la sous-traitance, les partenariats public-privé (PPP), etc.
- Syndicalisation, recrutement de nouveaux membres et le renforcement des capacités ;
- Capacités, compétences et professionnalisation des employé-es des collectivités locales et régionales ;
- Lutte contre le manque de ressources, l'austérité et l'évasion fiscale ;
- Charge de travail excessive, stress sur le lieu de travail, violence au travail, santé et sécurité au travail (SST) ;
- Liberté syndicale et négociation collective (droits syndicaux) ;
- Mauvais salaires et conditions de travail, travail précaire (conditions de travail) ;
- Numérisation dans l'emploi et les implications en matière de sécurité et de santé au travail ;
- Préparation au changement et aux catastrophes climatiques et leur prévention ;
- Migration et réfugié-es ;
- Égalité des genres, non-discrimination et handicap.

Celles-ci ont été reflétées dans les lignes directrices de la politique urbaine sectorielle [Dix points pour des villes équitables et un nouvel agenda urbain inclusif](#) (disponible en anglais uniquement), adoptées par le Conseil exécutif (CE) de l'ISP en novembre 2016. La section 7.3 du [Programme d'action \(PdA\) du Congrès de Genève 2017 de l'ISP](#) a mis l'accent sur le rôle stratégique et transversal des ALR pour faire face aux défis du monde et a souligné leur potentiel pour trouver des solutions innovantes. Elle a réitéré certaines des priorités susmentionnées et a en outre encouragé l'ISP et ses affiliés à :

- Se concentrer sur les sous-secteurs stratégiques de l'administration locale et régionale et des municipalités, tels que les déchets et sur des questions telles que la numérisation ;
- Continuer d'interagir avec les forums politiques mondiaux dont l'importance est stratégique pour les ALR et les municipalités et s'appuyer sur le dialogue ouvert avec les ALR et les municipalités et les organisations basées dans les villes ;
- Organiser et développer les sous-secteurs cibles des ALR et des municipalités afin de se renforcer ; Nouer des relations avec la société civile locale et les organisations d'utilisateurs et utilisatrices des services ;
- Participer à l'élaboration des politiques de développement économique local ;
- Augmenter le nombre d'affiliés à l'ISP, accroître les taux de syndicalisation et renforcer l'organisation des travailleurs et travailleuses du secteur.¹

Compte tenu de la grande diversité des professions des administrations locales et régionales et des systèmes de prestation de services publics dans le monde, ainsi que de la disponibilité des ressources pour le travail du secteur des ALR, entre 2016-2021, l'ISP a donné la priorité aux domaines suivants :

- construire une identité et une visibilité mondiales cohérentes et renforcer le secteur des ALR de l'ISP ;
- relever les défis identifiés en travaillant avec les affiliés du secteur des ALR du monde entier ;
- influencer les forums politiques mondiaux pertinents des Nations unies ;
- établir un dialogue avec les employeurs du secteur des ALR ;
- développer des activités spécifiques de recherche, de plaidoyer et de communication pour le secteur des ALR ;
- soutenir les capacités et les réseaux régionaux des administrations locales et régionales ;
- faire progresser le dialogue avec les organisations alliées concernées.

¹ Voir la section 7.3 du programme d'action de l'ISP (PdA).

Des rapports détaillés ont été fournis dans les documents du Conseil exécutif (CE) et du Comité directeur (CD) de l'ISP, dans les rapports annuels de l'ISP, sur le [site Web de l'ISP](#) et par le biais du groupe fermé [Facebook du Réseau de l'ISP des syndicats des ALR/municipalités](#)². Le travail dans des domaines qui se recoupent avec les priorités générales de l'ISP (par exemple, les droits syndicaux, l'égalité des genres, les migrant·es et les réfugié·es, la justice fiscale, les services publics, le changement climatique, etc.) a été réalisé ou mené en collaboration avec les responsables de l'ISP. Un résumé des principales réalisations dans les différents domaines est présenté ci-après.

2. Renforcer le secteur ALR et nouer des alliances stratégiques

La [Charte du Réseau international de l'ISP des ALR](#) de 2016 fournit des lignes directrices pour la création de réseaux sectoriels tant au niveau régional que mondial. Sur cette base, l'ISP s'est efforcée de renforcer/construire des réseaux régionaux d'administrations locales et régionales, de développer l'expertise en matière d'ALR et de faciliter le dialogue entre les syndicats des ALR dans les régions et sous-régions, tout en respectant l'allocation budgétaire annuelle du secteur des ALR de l'ISP. L'ISP a également défini la portée de l'adhésion et a activé le travail régional dans les services municipaux de gestion des déchets dans les régions.

2016

- L'ISP a organisé une réunion des ALR d'Asie-Pacifique (A-P) en conjonction avec le 3^e Comité préparatoire (PrepCom3) de la Conférence Habitat III à Surabaya (Indonésie) pour identifier les priorités et les défis de l'Asie-Pacifique avant la Conférence mondiale des employé·es des collectivités locales et régionales de 2016 et la Conférence régionale Asie-Pacifique de l'ISP (APRECON).
- L'ISP a organisé une réunion du Réseau africain des syndicats des municipalités et administrations locales (AMALGUN) à l'Île Maurice, accueillie par le Syndicat des employés des autorités locales de Maurice (LAEU), où des engagements communs ont été pris sur les droits syndicaux, la justice fiscale et la remunicipalisation.

2017

- Le tout premier atelier de l'ISP sur les services municipaux de gestion des déchets a eu lieu à Bogotá (Colombie). Il a permis aux employé·es municipaux du secteur des déchets de lancer un [appel aux autorités publiques et aux employeurs des ALR](#) en faveur des droits du travail et des conditions de travail décentes et de mettre au point un [plan d'action commun](#) pour le travail de terrain dans le secteur des déchets des municipalités en Amérique latine. WIEGO, l'organisation mondiale représentant les travailleuses informelles du secteur des déchets dans le monde entier, a participé à une partie du programme et a entamé un dialogue avec les affiliés latino-américains de l'ISP.
- [L'ISP a soutenu le Nigeria Union of Local Government Employees \(NULGE\)](#) dans son action nationale pour l'autonomie des administrations locales au Nigeria. Le Réseau des administrations locales et régionales (ALR)/municipalités de l'ISP a envoyé une lettre de soutien qui a été remise au Sénat nigérian.
- Les syndicats latino-américains du secteur des ALR de l'ISP se sont réunis à Asunción (Paraguay) pour discuter de la [situation professionnelle et syndicale des travailleuses des ALR](#). Ils ont adopté un plan d'action commun visant à renforcer l'autonomie des travailleuses municipales, à défendre l'égalité des genre et à mettre fin au harcèlement et à la violence fondé sur le genre sur le lieu de travail.

2018

- L'ISP a organisé deux ateliers (sur les ALR et les services municipaux de gestion des déchets) pour l'Afrique anglophone à Nairobi (Kenya) afin de [renforcer le réseau AMALGUN](#) par l'identification des priorités régionales en matière d'ALR et l'évaluation des profils des travailleurs et travailleuses du secteur municipal des déchets de la région et leurs conditions de travail. Les représentant·es syndicaux·ales des ALR ont approuvé un ensemble de priorités communes, [élaboré un plan d'action conjoint](#) et entamé un dialogue avec Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) d'Afrique, ONU Habitat et WIEGO pour la première fois.

2019

² Ce groupe est ouvert à tous les représentant·es syndicaux·ales des administrations locales et régionales de l'ISP et aux allié·es de confiance et est modéré par le personnel de l'ISP. L'adhésion peut être demandée à tout moment et est examinée par les modérateurs et les modératrices. <https://www.facebook.com/groups/1387749988199227/>

- L'ISP a soutenu la [première manifestation nationale des agents municipaux des services de propreté tunisiens](#), organisée par UGTT Municipaux³, [un affilié de l'ISP](#), le 28 avril, à l'occasion de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail.
- L'ISP a organisé deux ateliers (sur les ALR et les services municipaux de gestion des déchets) pour l'Afrique francophone et les pays arabes de l'ISP à Marrakech (Maroc) pour aider les affiliés à identifier les priorités régionales en matière d'ALR et à examiner les profils des travailleurs et travailleuses du secteur municipal des déchets de la région et leurs conditions de travail. Les représentant-es syndicaux-ales des ALR ont mis en place le Rencontres Méditerranéennes des Conditions de Travail (ReMCot) et ont entamé pour la première fois un dialogue avec les représentant-es de CGLU d'Afrique et de WIEGO.

2020

En raison de la pandémie, les ateliers sur les ALR et les services municipaux de gestion des déchets prévus en Asie du Sud n'ont pas pu être organisés. Tout au long de la pandémie de Covid-19, l'ISP a travaillé avec les affiliés des ALR pour [rendre publiquement visible et reconnaître le travail effectué par les professionnel·les des administrations locales et régionales, qui ont également sauvé des vies en première ligne](#). Outre les travailleur·es de la santé et des services sociaux, il s'agit notamment des travailleur·es du secteur de [l'eau et des services d'assainissement](#), des services municipaux de gestion des déchets, de [l'administration publique, des pompiers, des services funéraires, de la police locale, de l'énergie](#), du [logement public et social](#). L'ISP a publié et diffusé à l'échelle internationale une série d'articles et a [mené des activités de sensibilisation](#) aux défis spécifiques des travailleurs et travailleuses du secteur des ALR pendant la pandémie, en [plaidant pour des équipements adéquats de protection individuelle, des conditions de travail décentes et la nécessité de négocier collectivement](#) pour garantir la continuité des services publics pour les communautés locales tout en assurant la sécurité des travailleur·es.

2021

Compte tenu de l'impossibilité d'organiser une Conférence mondiale des ALR en 2021 en raison de la Covid, l'ISP a profité des nouveaux outils numériques disponibles pour organiser une série de consultations thématiques en ligne avec ses membres et alliés du secteur des ALR, à savoir la série du Réseau des travailleurs collectivités locales et régionales ([ALRNext2021](#)). Ces consultations ont pour but d'offrir un espace de discussion politique, de consulter et d'engager les membres des ALR de l'ISP par rapport aux priorités politiques communes avant le Congrès de l'ISP, et de promouvoir une participation et un engagement accrus des affiliés de l'ISP, des dirigeant·es syndicaux-ales, du personnel et des membres dans le travail des ALR de l'ISP.

3. Remunicipaliser et élaborer la dimension syndicale de la remunicipalisation

L'autre facette de la lutte contre la privatisation, la (re)municipalisation⁴, se déroule en grande partie au niveau infranational. Consciente de l'implication fréquente et de l'expérience croissante des syndicats des ALR dans les processus de remunicipalisation, l'ISP a travaillé avec ses affiliés pour identifier et diffuser les leçons apprises ; elle a élaboré des outils pour les syndicats de l'ISP souhaitant déprivatiser les services publics locaux ; et elle a développé des alliances stratégiques en faveur de la remunicipalisation avec des organisations de la société civile.

2018

- Avec l'Unité de recherche de l'ISP (PSIRU), l'ISP a réuni des syndicats, des universitaires et des organisations alliées de la société civile à l'Université de Greenwich (Royaume-Uni) pour constituer une veille stratégique et fournir des conseils en vue de l'élaboration d'un guide sur la remunicipalisation à l'intention des affiliés de l'ISP.
- [L'atelier syndical mondial de l'ISP sur la remunicipalisation](#) a réuni plus de 50 participant·es de 28 affiliés, 4 organisations universitaires et 3 organisations alliées de 5 continents à l'Organisation internationale du travail (OIT), à Genève (Suisse).

³ UGTT Municipaux est la branche du secteur municipal de la Confédération générale tunisienne du travail.

⁴ La remunicipalisation désigne le retour des services publics du secteur privé (contrôle, gestion) entre les mains du secteur public (contrôle démocratique, gestion, propriété).

2019

- Avec le soutien de FNV Overheid⁵, l'ISP a conduit une [délégation internationale de 19 syndicats de 14 pays à Amsterdam](#) (Pays-Bas) qui s'est jointe à plus de 300 représentant·es de la société civile, des collectivités locales, du monde universitaire et des expert·es lors de la [conférence internationale « L'avenir est public »](#), organisée par le Transnational Institute (TNI).
- L'ISP a co-édité et lancé le livre de TNI [L'avenir est public: appropriation démocratique de l'économie \(The Future is Public : Towards Democratic Ownership of Public Services, disponible en anglais\)](#), dont l'ISP et ses affiliés ont rédigé 4 chapitres.

2020

- L'ISP est devenue partenaire d'un projet de quatre ans du Conseil européen de la recherche (ERC) sur la remunicipalisation mondiale ([GLOBALMUN](#)), dirigé par le professeur Andrew Cumbers de l'université de Glasgow (Royaume-Uni). Les affiliés de l'ISP peuvent contribuer à l'élaboration d'un récit public fondé sur des preuves, en signalant des cas de remunicipalisation, en répondant à [l'enquête mondiale sur la remunicipalisation](#) et en la diffusant auprès de leurs membres.
- L'ISP a rédigé un [document](#) sur le rôle fondamental joué par des services publics et de logement forts pour enrayer les pandémies mondiales et protéger la santé publique. Ce document a été publié dans le [rapport Spotlight sur le développement durable 2020 \(disponible en anglais uniquement\)](#).
- L'ISP a publié [Agir pour le retour de nos services publics en mains publiques - Guide sur la remunicipalisation à l'attention des syndicats](#). Ce guide comprend des concepts, des leçons et des recommandations tirés de 50 cas de remunicipalisation dans le monde entier et dans différents secteurs.

2021

- En collaboration avec l'Université de Glasgow et TNI, l'ISP a lancé [Public Futures](#), la base de données la plus complète sur la remunicipalisation/déprivatisation, qui documente plus de 1 500 cas.
- L'ISP a lancé un Groupe de travail syndical pour un avenir public de l'énergie avec les [Syndicats pour la démocratie énergétique \(TUED\)](#) et l'affilié français FNME-CGT⁶ afin d'apporter un message fort en faveur de l'énergie publique lors de la COP26.

4. Faciliter le dialogue avec les employeurs des ALR

L'ISP a intensifié le dialogue et la coopération avec Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), l'association mondiale la plus représentative des ALR - pour défendre ensemble le rôle central des services publics locaux pour les droits humains et la mise en œuvre locale des Objectifs de Développement Durable (ODD) ; et pour avancer vers un dialogue social international avec les employeurs des ALR. L'ISP a également eu des échanges avec Metropolis sur la continuité des services publics pendant la pandémie de Covid ; avec ICLEI⁷ sur les marchés publics responsables ; et avec C40 et la Fédération internationale des transports (FIT) sur les transports publics en zone urbaine. L'ISP et CGLU font actuellement progresser le dialogue au niveau régional.

2015

- L'ISP et la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) ont rencontré la direction de CGLU et ont identifié de nouveaux domaines de coopération, notamment Habitat III, ONU-Eau, la migration, le développement économique local, le travail décent, la justice fiscale et le commerce.
- La Secrétaire générale (SG) de l'ISP a pris la parole lors d'un panel CGLU-OIT dans le cadre du Forum sur le développement économique local.

2016

- Une délégation des ALR de l'ISP de Colombie a pris la parole lors du [5^e Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux](#), le Congrès mondial de CGLU à Bogotá (Colombie).
- L'ISP et CGLU ont fait avancer le plaidoyer commun à la conférence Habitat III dans le cadre de [l'Assemblée générale des partenaires \(AGP\)](#).

⁵ Branche du secteur public de la Fédération des syndicats néerlandais.

⁶ Syndicat de la branche énergie de la Confédération générale du travail française.

⁷ ICLEI est un réseau de villes : « Gouvernements locaux pour le développement durable ».

2017

- La Secrétaire générale (SG) de l'ISP a pris la parole lors des [événements](#) de CGLU [au Forum politique de haut niveau \(HLPF\) de l'ONU](#) à New York (USA).
- Pour la première fois, un-e représentant-e de CGLU a pris part au Congrès 2017 de l'ISP, en s'exprimant sur le panel sectoriel des ALR.
- CGLU a soutenu la campagne de l'ISP [Les travailleuses et travailleurs municipaux font bouger les villes !](#) à l'occasion de la Journée mondiale des villes 2017.

2018

- La [Secrétaire Générale de l'ISP s'est adressée aux maires du monde entier](#) à l'occasion du séminaire annuel de CGLU organisé à Barcelone (Espagne) en 2018.
- La SG de l'ISP [s'est exprimée lors de l'événement CGLU au Forum politique de haut niveau de l'ONU](#) sur l'ODD11.
- Une [délégation de l'ISP de la région Afrique et Pays arabes](#) a fait entendre la voix des travailleurs et travailleuses des services publics au sommet Africités des maires et des collectivités locales d'Afrique à Marrakech (Maroc).
- Dans une [déclaration conjointe](#) lors de la 20^e Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST), [l'ISP et CGLU ont demandé de meilleures statistiques du travail pour les travailleurs et travailleuses des administrations locales et régionales](#) du monde entier.

2019

- L'ISP et CGLU [ont co-écrit le chapitre ODD11](#) du rapport Spotlight 2019 sur le développement durable, soulignant l'importance des droits syndicaux et de l'emploi décent pour les travailleurs et travailleuses des ALR.
- La Secrétaire générale de l'ISP a été l'une des intervenant-es principaux-ales du Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable (HLPF) à New York (Etats-Unis), organisé par le Groupe de travail mondial sur les administrations locales et régionales de CGLU. L'événement a permis de lancer le 3^e rapport de CGLU au HLPF sur le rôle des administrations locales et régionales à la réalisations des ODD : [l'ISP a contribué au chapitre consacré à l'ODD8 \(travail décent\)](#).

2020

- Dans leur [déclaration conjointe dans le contexte des pandémies Covid-19](#) « Des services publics locaux solides pour un monde plus sûr », lancée le 23 juin à l'occasion de la Journée des services publics de l'ONU, [l'ISP et CGLU ont appelé à un financement adéquat, à la dotation en personnel et à des conditions décentes](#) pour les travailleurs et travailleuses des administrations locales et régionales afin de garantir la continuité de la prestation des services publics locaux et construire un monde résilient post-Covid-19.
- L'ISP a obtenu que l'OIT réalise une étude préliminaire sur les conditions de travail des travailleurs et travailleuses des administrations locales et régionales dans un échantillon de pays sur chaque continent dans le cadre de son travail sur les activités sectorielles au cours de l'exercice 2020-21.

2021

- La [SG de l'ISP s'est adressée à plus de 100 dirigeant-es de villes et d'administrations locales](#) sur l'importance de mettre les soins au centre des villes, lors d'un événement organisé par CGLU en ligne sur le thème des soins.
- La SG de CGLU a parlé des soins et des groupes d'action locale lors de la réunion européenne de mai de l'ISP.
- Le Bureau régional de l'ISP pour l'Afrique et les pays arabes et CGLU Afrique ont négocié un protocole d'accord pour le dialogue et la coopération entre les deux régions.
- L'ISP a contribué avec un document de travail à la VI^e édition de la publication semestrielle « GOLD » de CGLU (à paraître en 2022).

5. Influencer la politique mondiale

Le plaidoyer mondial de l'ISP pour les ALR affirme l'importance de placer les services publics locaux entre les mains du secteur public, ainsi que le caractère central du travail décent et des droits syndicaux pour les travailleurs et travailleuses des ALR, en tant que conditions préalables à la réalisation de villes inclusives

(ODD11), d'administrations locales et régionales efficaces, de communautés prospères et d'un développement socio-économique équitable. L'ISP a été mandatée par le Conseil des Syndicats Mondiaux (CGU) pour diriger les politiques urbaines et le plaidoyer d'ONU-Habitat avec l'Internationale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois (IBB). L'ISP a mené des [actions de plaidoyer en faveur des travailleurs et travailleuses et des droits du travail tout au long de la Conférence Habitat III](#) et des Forums urbains mondiaux (FUM).

L'ISP a également œuvré pour que les travailleurs et travailleuses des administrations locales et régionales soient visibles et entendus dans le système des Nations unies (ONU Habitat, l'OIT, l'OCDE, etc.), reconnus comme essentiels pour la mise en œuvre des ODD ; et valorisés en tant que partenaires égaux dans le travail normatif et les structures de gouvernance des organisations internationales. Depuis 2016, l'ISP est également le principal contributeur au rapport annuel [Spotlight on Sustainable Development](#) sur l'ODD11 (villes et communautés durables).

2015

- L'ISP a organisé un [panel lors de la COP21 sur le thème « Les villes, la clé de la justice climatique »](#) pour illustrer l'impact du changement climatique sur les ALR et les défis pour les travailleurs et travailleuses des ALR et leurs syndicats.

2016

- La [SG de l'ISP a pris la parole devant le Comité préparatoire de la Conférence Habitat III](#) (PrepCom3) à Surabaya (Indonésie) pour présenter la position du grand groupe des travailleurs et travailleuses et des syndicats. L'ISP, l'ICRICT⁸ et la PSIRU ont également organisé un événement sur le volet ALR de la justice fiscale [Financer et investir dans les services publics urbains : la clé pour bâtir villes inclusives](#) en marge du PrepCom3.
- La délégation de l'ISP à la Conférence Habitat III a fait valoir sa position sur la politique urbaine [Dix points clés pour des villes équitables et pour un nouvel agenda urbain inclusif](#) et a élaboré la [réponse syndicale au projet zéro du nouvel agenda urbain](#) d'Habitat III.
- L'ISP a organisé l'événement « Les villes pour les gens, pas pour le profit » lors du forum qui s'est tenu en marge de la Conférence Habitat III et qui a été organisé par des membres de la société civile et les affiliés équatoriens en collaboration avec l'Alliance internationale des habitants « Resistance to HIII », à Quito (Equateur).

2017

- Avec son affilié argentin, la Confédération des travailleurs municipaux (CTM), l'ISP a organisé un [débat public lors de la Conférence internationale du travail \(CIT\) de l'OIT](#) sur la négociation collective dans le secteur public municipal, attirant l'attention sur les problèmes de droits syndicaux des travailleurs et travailleuses des ALR.
- La Secrétaire générale (SG) de l'ISP a pris la parole lors des événements organisés par CGLU [au Forum politique de haut niveau \(HLPF\) de l'ONU](#) à New York (USA).
- L'ISP a fourni une [évaluation syndicale du nouveau Programme pour les villes](#) et des [recommandations](#) sur la manière de mettre en œuvre ses engagements.

2018

- En collaboration avec l'IBB, ActionAid, WIEGO et CGLU, l'ISP a fait entendre la voix des travailleurs et travailleuses des administrations locales et régionales au [9^e Forum urbain mondial \(FUM\) de ONU-Habitat](#), à Kuala Lumpur (Malaisie).
- La [SG de l'ISP a pris la parole lors du HLPF de l'ONU](#) dans le cadre de l'évaluation de l'ODD 11.
- Une [délégation syndicale de l'ISP a négocié](#) les nouvelles [Directives de l'OIT pour un travail décent dans les services publics d'urgence \(SPE\)](#). Ces directives reconnaissent le rôle joué par les administrations locales et régionales dans les services d'urgence ainsi que le rôle clé des droits syndicaux.
- Dans une [à la 20^e Conférence internationale des statisticiens du travail \(CIST\)](#), l'ISP et CGLU ont demandé [de meilleures statistiques du travail pour les travailleurs et travailleuses des administrations locales et régionales](#) du monde entier.

⁸ Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises

2019

- L'ISP a obtenu que les [bonnes pratiques syndicales des ALR](#) soient référencées dans le [guide 2019 de l'OCDE sur les pratiques responsables en matière de marchés publics](#) (disponible en anglais uniquement).

2020

- Avec CGLU, le réseau Metropolis et ONU-Habitat, l'ISP a organisé une session virtuelle d'apprentissage en direct au cours de laquelle [près de 200 dirigeant-es des administrations locales et régionales ont discuté de la sécurité des travailleurs et travailleuses de première ligne pour assurer la continuité des services publics locaux pendant la pandémie.](#)

2021

- La [SG de l'ISP s'est exprimée lors de la réunion du groupe d'experts d'ONU-Habitat](#) sur l'avenir de la gouvernance urbaine et sur la prestation de services publics, en soulignant la nécessité d'un financement public et un personnel adéquats pour renforcer les services publics locaux afin de vaincre la pandémie et de favoriser une reprise inclusive.
- La [SG de l'ISP a rejoint les maires de Montevideo, Polokwane et Lima](#) dans le panel d'ouverture du 4^e Forum des administrations locales et régionales au HLPF de l'ONU.
- Des représentant-es de l'ITF et l'ISP ont participé à la délégation des travailleurs et travailleuses lors de la réunion technique tripartite de l'OIT sur l'avenir du travail décent et durable dans les services de transport urbain et ont réussi à obtenir une référence officielle à la remunicipalisation dans le [rapport de l'OIT](#).

6. Promouvoir la recherche, les publications et la communication sur les ALR au niveau international

L'ISP a travaillé pour construire une identité mondiale cohérente, obtenir de renseignements privilégiés et promouvoir la visibilité du secteur des ALR par le biais de recherches et de publications. Elle a travaillé et créé des outils pour faciliter une communication sûre et interactive ainsi que l'apprentissage par les pairs entre ses affiliés des ALR.

Livres et rapports de recherche

- 2016 - [Reconquête des services publics : Comment les villes et les citoyens font reculer la privatisation \(Reclaiming Public Services: How cities and citizens are turning back privatisation\)](#)- avec TNI
- 2016 - [Aperçu des grandes tendances mondiales affectant les administrations locales et régionales](#)- PSIRU.
- 2017 - [Contrats fiscaux et services publics locaux : Rapprocher la justice fiscale et les villes inclusives pour le nouvel agenda urbain \(Fiscal Contracts and Local Public Services: Bridging Tax Justice and Inclusive Cities for the New Urban Agenda\)](#).
- 2018 - [Les services municipaux de gestion des déchets solides en Amérique latine \(Municipal solid waste management services in Latin America\)](#)- avec PSIRU.
- 2019 - [Services municipaux de gestion des déchets solides en Afrique et dans les Pays Arabes](#) - avec PSIRU
- 2019 - [La numérisation et les services publics: une perspective syndicale](#) - avec le financement de la FES
- 2019 - [L'avenir est public : Vers une appropriation démocratique des services publics \(The Future is public: Towards Democratic Ownership of Public Services\)](#) - Avec TNI
- 2020 - [Agir pour le retour de nos services publics en mains publiques - Guide sur la remunicipalisation à l'attention des syndicats](#)- avec PSIRU

Journée mondiale des villes des Nations unies 31 octobre

- 2017 - [Les travailleurs municipaux font bouger les villes !](#) - Campagne de la galerie des professions des ALR et [éditorial dans The Guardian](#) Public Leaders' Network.
- 2018 - [Stop au travail précaire dans les services publics locaux !](#) - [affiche](#)
- 2019 - [Villes intelligentes : pour le peuple ou pour le profit ?](#) - [affiche](#)

Rapports Spotlight sur le développement durable - Chapitre ODD 11

- 2016 - [Vers un nouvel agenda urbain inclusif \(Towards an Inclusive New Urban Agenda\)](#)
- 2017 - [Quatre étapes essentielles pour rendre opérationnel l'engagement transformateur du nouvel agenda urbain en faveur du travail décent et des villes inclusives et durables \(Four critical steps to operationalize the New Urban Agenda's transformative commitment to decent work and inclusive and sustainable cities\)](#)
- 2018 - [Pour garantir des services de gestion des déchets durables, nous devons valoriser les travailleurs et travailleuses du secteur et leur garantir emplois décents \(To ensure sustainable waste services, we must value waste workers and make sure they are in decent jobs\)](#)
- 2019 - [Relever les défis de l'urbanisation mondiale : initiatives phares des administrations locales pour atteindre les ODD \(Tackling the challenges of global urbanization: flagship local government initiatives to meet the SDGs\)](#)- avec CGLU
- 2020 - [Plus que jamais avec la COVID-19 nous avons besoin de services de logement publics et sociaux forts \(More than ever with COVID-19 we need strong public and social housing services\)](#)

Autres publications sur les ALR

- 2019 – [La dimension sociale de la remunicipalisation : Travailleurs et syndicats des services publics en transition](#)
- 2020 – [Un système public solide de logements sociaux : Un atout majeur pour endiguer la pandémie mondiale](#)

Groupe Facebook du Réseau de l'ISP des syndicats des ALR/municipalités

Lancé en 2016, le [groupe Facebook du Réseau de l'ISP des syndicats des ALR/municipalités](#) est un groupe fermé visant à encourager la discussion directe, le partage et l'apprentissage par les pairs entre les représentant-es syndicaux-ales des ALR de l'ISP et leurs alliés proches. Il permet aux membres de partager directement et dans leur propre langue des histoires, des photos, des vidéos, des bonnes pratiques, des campagnes, des rapports et d'autres ressources sur les ALR. Les publications et l'adhésion sont vérifiées par le personnel de l'ISP. Il compte actuellement près de 500 membres. Les représentant-es syndicaux-ales des ALR de l'ISP peuvent demander l'adhésion à tout moment.

7. Faits marquants du secteur des ALR

Afrique et pays arabes

Grâce aux réseaux AMALGUN et ReMCoT, les affiliés ALR de l'ISP se sont davantage engagés à relever les défis auxquels sont confrontés les travailleurs et travailleuses du des services municipaux de gestion des déchets dans la région. Les ateliers sur les ALR et le secteur municipal de gestion des déchets, organisés en 2018 à Nairobi (Kenya) et en 2019 à Marrakech (Maroc), ont permis de nouer des contacts et d'initier la communication et le dialogue entre les syndicats des ALR dans les sous-régions. En outre, l'adoption de plans d'action spécifiques a permis de relever les défis auxquels sont confrontés les ALR et les travailleurs et travailleuses des services municipaux de gestion des déchets, notamment la santé et la sécurité au travail, le manque d'équipement de protection individuelle, la syndicalisation et le recrutement de nouveaux membres. La pandémie de Covid a souligné l'importance des travailleurs et travailleuses du secteur de gestion des déchets, y compris ceux et celles qui travaillent dans les services municipaux de traitement des déchets, pour protéger la santé publique et la continuité des services publics locaux.

En 2020, une réunion d'AMALGUN au Ghana a renforcé l'engagement des syndicats des ALR à collaborer et à syndiquer/recruter les travailleurs et travailleuses des services municipaux de gestion des déchets, une étape essentielle pour négocier de meilleures conditions de travail.

Suite aux contacts établis précédemment avec WIEGO, le *Kenya County Government Workers Union* (KCGWU) et l'ISP ont participé à un atelier organisé par WIEGO sur les ramasseurs-euses de déchets à Kisumu (Kenya) afin de poursuivre la collaboration et le renforcement de la solidarité et de l'apprentissage par les pairs entre les travailleurs et travailleuses du secteur municipal de gestion des déchets et ceux et celles du secteur informel.

Les affiliés du secteur municipal de gestion des déchets au Sénégal ont obtenu de meilleures conditions de travail, y compris une protection sociale et des prestations de retraite. Le cas du Sénégal peut servir de modèle à d'autres affiliés des ALR dans la région pour organiser et construire le pouvoir syndical nécessaire dans ce secteur. Des efforts sont également en cours pour que les travailleurs et travailleuses informel·les du secteur de gestion des déchets rejoignent ou forment des syndicats officiels qui peuvent devenir des affiliés de l'ISP.

Interamérique

Caraïbes

En 2018-2019, les affiliés des Caraïbes ont créé un groupe directeur sectoriel (GDS) des ALR pour orienter le travail et les activités dans le secteur. L'Association jamaïcaine des agents des collectivités locales (JALGO) a partagé son rôle et ses succès en matière de dialogue social et de négociation collective lorsque le gouvernement jamaïcain a procédé à des réformes majeures du système des administrations locales. Ces expériences servent de bonnes pratiques pour l'implication d'autres affiliés dans les processus de réforme des administrations locales.

Dans les Caraïbes, les travailleurs et travailleuses du secteur des ALR jouent un rôle de plus en plus actif et important dans la gestion des catastrophes et des urgences - en particulier pendant la saison des ouragans (01/06 - 30/11). Les [directives de l'OIT sur le travail décent dans les services publics d'urgence](#) sont un outil important pour les affiliés, les guidant sur les propositions à inclure dans la négociation collective et le dialogue social.

Les travailleurs et travailleuses du secteur des ALR en Jamaïque et en Dominique - en particulier ceux et celles travaillant dans la réduction des risques de catastrophes (RRC) et la gestion des risques de catastrophes (GRC) et dans les services publics d'urgence - sont les participant·es au projet de l'ISP-Syndicat pour le changement climatique [Renforcer les capacités syndicales et les services publics de qualité pour une transition climatique juste](#). Ils se sont engagés auprès des décideurs politiques et des conseillers pour influencer les actions locales et nationales en matière de changement climatique. À l'aide des outils/matériels produits dans le cadre du projet, ils-elles ont organisé des formations avec des délégué·es syndicaux·ales et des collègues de travail sur l'action syndicale des services publics face à la crise climatique.

Le statut de certains travailleurs et travailleuses des administrations locales pose encore des problèmes majeurs. Les travailleurs et travailleuses journaliers reçoivent des salaires très bas et sont victimes de victimisation et de discrimination en raison de la nature de leur travail dans le secteur des ALR. Le travail est principalement manuel et les budgets de leurs départements ont été réduits. Le financement du secteur des ALR reste un problème majeur dans tous les pays, d'autant plus que la plus grande partie de leurs budgets provient du gouvernement central.

Amérique Latine

A venir

Amérique du Nord

A venir

Asie-Pacifique

A venir

Europe (FSESP)

Le travail des ALR de l'ISP a été réalisé en coopération, coordination et dialogue réguliers avec le Comité permanent de la FSESP. Entre 2016 et 2021, le Comité permanent de la FSESP a couvert différents domaines de travail pour mettre en œuvre les résolutions du Congrès de la FSESP ([2014](#) et [2019](#)), en étroite collaboration et en partenariat avec l'ISP.

Parmi ceux-ci figurent la lutte contre la privatisation et sur les processus de remunicipalisation et de réintégration. En 2021, dans le cadre de ce travail, la FSESP et l'ISP ont demandé ensemble un financement de

l'Union européenne (UE) pour développer conjointement un programme de formation en ligne sur la réintégration et la remunicipalisation afin de soutenir les syndicats et les travailleurs et travailleuses des ALR. (Ce financement est en attente d'approbation.) La FSESP a également continué à surveiller et à défendre de meilleures propositions politiques et législatives en Europe, et à contribuer aux consultations de l'UE. Les marchés publics ont également fait l'objet d'une attention particulière, qu'il s'agisse du lobbying actif pendant le processus législatif au niveau européen et national, du suivi de la transposition, de l'échange et de la promotion des bonnes pratiques, ou de la mise en évidence des lacunes et des problèmes. Une série d'événements avec les affiliés et les décideurs politiques a été organisée entre 2016-2021, [le dernier en date](#) prenant en compte la pandémie de Covid-19.

La numérisation, la transition numérique des ALR et le temps de travail ont été des domaines de travail supplémentaires pour le Comité permanent de la FSESP au cours des deux dernières années, alors que l'utilisation de la technologie et le télétravail ont augmenté à cause de la pandémie de Covid. La crise de la santé publique a également conduit la FSESP à se porter candidate - avec son homologue du dialogue social européen, le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) - la section européenne de CGLU - à un projet financé par l'UE pour explorer l'utilisation du télétravail dans les ALR en vue de négocier un texte commun. En outre, d'autres projets conjoints ont été menés dans le cadre du dialogue social européen sur le [Groupe sur le Semestre européen et les ALR](#), et sur l'[évaluation des lignes directrices conjointes de la FSESP et du CCRE sur la violence, la migration et le genre](#). Les partenaires sociaux des ALR de l'UE, la FSESP et le CCRE, ont également développé un dialogue qui a conduit à des contributions communes à la politique de l'UE (par exemple sur le salaire minimum, l'égalité des genres, la réponse à la Covid-19, l'avenir du dialogue social européen, les marchés publics, etc.)⁹

Dans le cadre du Comité permanent des ALR, le [réseau des pompiers de la FSESP](#) a échangé des bonnes pratiques et élaboré des orientations politiques afin d'influencer la politique et la législation nationales et européennes dans les domaines suivants : [adaptation au changement climatique](#), [exposition aux agents cancérigènes et mutagènes](#) et [temps de travail](#).

⁹ Les textes peuvent être récupérés dans la base de données des textes du dialogue social européen : <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=521&langId=en&day=&month=&year=§orCode=SECT35&themeCode=&typeCode=&recipientCode=&mode=searchSubmit&subscribe=Search>.